

Une conviction, des intuitions, des espoirs, du renouveau, des soubresauts, des contrecoups... un avenir ! L'aventure du 190, le centre de santé sexuelle parisien, est à l'image des évolutions qu'ont connues les stratégies de prévention des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH). Aujourd'hui, le 190, lui aussi, connaît sa révolution. De nouveaux locaux, un nouveau partenariat, un nouveau projet : Le 190, qui reste un centre de santé, devient également CeGIDD ⁽¹⁾. Par Mathieu Brancourt et Jean-François Laforgerie.

L'avenir du 190 passe par le CeGIDD... et une nouvelle alliance

Le 190 est un centre de santé sexuelle qui propose un service globalisé d'informations, de dépistage, de suivi et de soins, fondé sur la non discrimination et l'acceptation des modes de vie sexuelle de chacune et de chacun". Cette définition, c'est Le 190, lui-même, qui la propose sur son site Internet. Il y affirme une conviction : "La santé sexuelle est un élément fondamental de la santé et de la qualité de vie". Le 190 défend l'idée qu'il faut proposer une autre prise en charge médicale pour les personnes vivant avec le VIH comme pour les personnes séronégatives. Le centre ambitionne de s'adresser à toutes celles et tous ceux dont l'identité, l'orientation et les pratiques sexuelles pourraient générer une stigmatisation dans le système de soins. C'est sur cette base que s'élabore entre 2008 et 2009 le projet du 190. Créé par Sida Info Service Association (SIS association), soutenu financièrement par SIS, des dons et Sidaction, Le 190 ouvre ses portes le 1^{er} février 2010. La structure est alors gérée par l'association SIS-Le 190, membre de la fédération Santé Info Solidarité-Réseau (SIS Réseau).

Assez rapidement, le centre, unique en son genre, connaît un net succès. En 2012, interviewé par YAGG ⁽²⁾, le docteur Michel Ohayon, directeur médical du 190, explique : "Depuis notre ouverture (...) notre activité augmente de 80 % par an (...) Nous avons ouvert il y a quelques semaines notre 2 000^e dossier [médical]. Nous avons une file active de personnes venant bénéficier d'un suivi spécialisé de leur infection à VIH d'environ 300 personnes et, surtout, ces "nouveaux" séropositifs vont bien. Un peu plus de la moitié de nos usagers sont séronégatifs et, le plus important, c'est qu'ils le restent. Nous avons acquis

une place dans l'offre de soins, tout simplement parce que nous limitons notre activité à ce que les autres ne font pas. Depuis 2012, le développement du centre n'a pas cessé. Ainsi, récemment, le dossier médical N° 5852 a été ouvert. Et la file active des personnes suivies pour le VIH dépasse les 600. A titre de comparaison, c'est plus que la file active des personnes suivies au CHU de Brest pour le VIH.

Mais Michel Ohayon n'a pas que des motifs de satisfaction. Dans son interview en 2012, il explique : "Aujourd'hui, tout le monde nous finance ⁽³⁾, mais cela ne suffit pas à assurer notre équilibre. Nous avons eu beaucoup de mal à arriver à ce résultat, et c'est bien le concept de santé communautaire qui est en jeu." De fait, chaque année, Le 190 est en déficit. Les subventions privées comme publiques ne suffisent pas et les locaux ne permettent pas un développement des activités. En septembre 2014, Franck Desbordes, président de SIS-Le 190 et vice-président de Sida Info Service, pousse un cri d'alarme et parle d'un "risque de fermeture imminente" du 190 via un communiqué de presse. Cette année-là, le déficit annuel s'élève à 220 000 euros comme l'explique le président sur Seronet ⁽⁴⁾. "Nous sommes dans un paradoxe : en tant que centre de santé, plus l'on travaille plus on perd de l'argent", explique-t-il. Le prix d'une consultation ne couvre pas le coût réel de la prise en charge médicale. Selon lui, il faudrait, pour s'en sortir, pratiquer "à la chaîne", avec six patients par heure, à l'opposé des ambitions du centre. Le centre tourne, en 2015, à moins de la moitié de ce chiffre. "L'éducation thérapeutique, la santé sexuelle ne se font pas en dix minutes. Et nos médecins ne chôment pas constate-t-il encore (...) Ce qu'il faut, c'est une volonté politique et les moyens qui vont avec".

(1) : centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic, fusion des CDAG et des Ciddist.

(2) : YAGG, 22 novembre 2012.

(3) : Mairie de Paris, Conseil régional Ile-de-France, dons.

(4) : "Le 190 sauvé, mais toujours pas pérenne", 7 juillet 2015, Seronet.info.

En juillet 2015, les responsables du 190 annoncent la signature d'un nouveau bail pour de nouveaux locaux. La mairie de Paris et la région Ile-de-France font promettre oralement un soutien financier. Un nouveau bail, mais toujours pas de solutions financières pérennes. Il existe pourtant une piste : devenir un CeGIDD ⁽¹⁾ en plus d'un centre de santé. Cette solution, c'est la ministre de la Santé qui la soumet aux responsables du 190.

En 2014, le sénateur communiste de Paris Pierre Laurent interpelle la ministre de la Santé, Marisol Touraine, sur le déficit structurel du centre. Il critique le "manque d'engagement au niveau national" en faveur du 190. Début septembre 2015, la ministre préconise donc, dans sa réponse au sénateur, que Le 190 demande le statut de centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD). Une démarche qui serait "de nature à consolider la structure du financement du centre de santé sexuelle", selon la ministre. L'équipe du 190 est partagée. Finalement, une demande d'habilitation pour obtenir ce statut est déposée auprès de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-

de-France. Cette demande a été acceptée par l'ARS le 21/22 décembre dernier. C'est donc une page nouvelle qui s'ouvre pour le centre. D'autant plus, qu'en parallèle, Le 190 a modifié ses statuts lors d'une assemblée générale exceptionnelle le 22 décembre. Ce changement fait suite à une première étape avec le dépôt des statuts d'association à part entière en janvier 2014, Le 190 s'est doté d'un nouveau conseil d'administration, dont AIDES est membre. C'est donc dans un cadre nouveau et avec une gouvernance transformée que va se poursuivre l'aventure. Le 190 poursuit et renforce ses activités de centre de santé telles qu'elles sont aujourd'hui, et développe un CeGIDD, au sein du centre de santé, pour toucher un public plus large. Soit un cadre dévolu à la santé sexuelle où l'on pourra réaliser des dépistages (VIH, hépatites, IST), consulter des médecins, s'y faire vacciner, s'y faire prescrire la PrEP ou le traitement d'urgence, etc. Pour l'équipe, le challenge sera de faire vivre dans ce nouveau cadre et avec la complémentarité du centre de santé et du CeGIDD l'approche unique et innovante qui est la sienne depuis sa création.

